

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46565

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Christoph KLESSMANN, Bernd STÖVER (Hg.), 1953 – Krisenjahr des Kalten Krieges in Europa, Köln (Böhlau) 1999, 246 p. (Zeithistorische Studien, 16).

Dans la longue histoire de la Guerre Froide, aux flux et reflux alternés, la mort de Staline, protagoniste despotique, marque une césure flagrante. Cette «année de crise» a été scrutée avec rigueur dans un colloque tenu en 1996 à l'initiative conjointe du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* de Potsdam et du Cold War International History Project de Washington. L'ouverture d'archives à l'Est, même incomplète, et l'intervention de chercheurs de divers pays ont éclairé utilement certains points obscurs dans l'évolution des démocraties populaires.

Le premier est l'attitude de Lavrenti Beria pendant cette année de tâtonnements. Responsable du renseignement, il est le mieux informé des héritiers sur la situation réelle (comme plus tard Iouri Andropov). Mesurant l'ampleur de l'exode qui vide la RDA, il veut y voir ralentir la socialisation forcée, par l'adoption d'un «Nouveau Cours». Il est bien possible qu'il ait déclaré, d'un ton sarcastique: la RDA «n'est même pas un véritable État. Elle n'est maintenue en vie que par les troupes soviétiques, même si nous l'appelons *Deutsche Demokratische Republik*». A-t-il donc envisagé de l'abandonner, comme ses collègues et rivaux l'en ont accusé, après l'avoir éliminé brutalement? Ces accusations de trahison, habituelles dans les procès de type stalinien, sont fort suspectes et aucun élément concret ne les étaye. On ne saurait non plus retenir actuellement, en l'absence de document, les allégations tardives de l'agent Pavel Soudoplatov sur des sondages secrets que Beria aurait tentés à Ouest.

L'ébranlement chez «le Grand Frère» se communique aux satellites, dont les dirigeants sont convoqués sans publicité. En RDA Walter Ulbricht est menacé de disgrâce, puis l'explosion populaire du 17 juin a pour effet paradoxal de rétablir sa position. En Hongrie Matyas Rakosi entretenait une relation personnelle avec Staline; désormais les avertissements de l'ambassadeur Kisselev sont entendus en haut lieu et la direction du «Nouveau Cours» est confiée à Imre Nagy. En Pologne, les rapports de police montrent combien la population s'intéresse aux émeutes de Berlin-Est, dont l'écho va retentir à Posnan. En Tchécoslovaquie, des manifestations suivent l'introduction d'une réforme monétaire; les successeurs de Klement Gottwald consentent quelques aménagements, mais ils gardent ces «thèses d'août» confidentielles.

A l'Ouest, Winston Churchill propose une conférence au sommet, pour affirmer le rang de la Grande-Bretagne, et le gouvernement français de Troisième Force, empêtré dans la querelle de la CED, s'y rallie. Une contribution estime qu'une négociation engagée alors aurait pu fournir le test des intentions soviétiques. Mais le 17 juin, événement inattendu, semble justifier l'intransigeance du nouveau secrétaire d'État Foster Dulles et du Chancelier Konrad Adenauer. Les Américains marquent un point en lançant une distribution gratuite de colis alimentaires aux Allemands de l'Est. En définitive la conférence des ministres à Berlin en janvier 1954 et celle des chefs de gouvernement à Genève en juillet 1955 enregistreront la consolidation du statu quo en Europe centrale.

Pierre BARRAL, Montpellier

Winfried HEINEMANN, Norbert WIGGERSHAUS (Hg.), Das Internationale Krisenjahr 1956. Polen, Ungarn, Suez. Im Auftrag des Militärischen Forschungsamtes, München (Oldenbourg) 1999, XXIX–722 S. (Beiträge zur Militärgeschichte, 48).

Für viele zeitgenössische Beobachter aus Politik, Diplomatie und Militär überraschend, wurde 1956 in den internationalen Beziehungen zu einem höchst explosiven Krisenjahr. Ende Juli reagierte der ägyptische Staatspräsident Nasser auf die Weigerung der Amerikaner und Briten, den Assuanstaudamm zu finanzieren, mit der Nationalisierung des Suezkanals und bedrohte damit die vertraglich festgeschriebene Durchfahrt. Nach der blu-